

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Arrêté n° 12-2023-04-21-00004

du 21 AVR. 2023

portant mise en demeure et mesures conservatoires à l'encontre de la société SOLEVIAL,
située sur le territoire de la commune de Montbazens

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-69 ;
- Vu** le décret du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques industriels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-318-1 du 13 novembre 2008 autorisant la société SFNA à exploiter une installation une usine de fabrication d'aliments pour bétail sur le territoire de la commune de Montbazens ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant n°14915 délivré le 20 août 2013 par le préfet de l'Aveyron à la société SOLEVIAL dont le siège social est situé avenue des Gravasses 12200 Villefranche de Rouergue, suite à la déclaration par laquelle celle-ci fait connaître qu'elle se substitue à la société EVIALIS FRANCE afin de poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments pour bétail au lieu-dit « Zone artisanale Le Colombier » sur le territoire de la commune de Montbazens.
- Vu** l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-318-1 du 13 novembre 2008 susvisé qui dispose :
- « La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.. »*
- Vu** l'article 25 II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose :
- « L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. »*
- Vu** l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-318-1 du 13 novembre 2008 susvisé qui dispose :
- « Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. »*

- Vu** l'article 74.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-318-1 du 13 novembre 2008 qui dispose :
« Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature où de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.
[...]
Sont notamment définis :
la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires. »
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 20 avril 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 21 avril 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence d'observation sur ce projet d'arrêté transmise par l'exploitant par courriel du 21 avril 2023;

Considérant le déversement accidentel du produit Proteilic survenu le 14 avril 2023 dans le milieu naturel ;

Considérant qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « [...] en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...] », le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser la situation constatée dans un délai précisé dans le présent arrêté ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 18 avril 2023, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- le dysfonctionnement du dispositif de rétention (défaut d'étanchéité) associé aux cuves contenant des matières premières liquides ;
- l'absence de consigne écrite précisant les vérifications à effectuer, notamment le contrôle périodique de l'étanchéité des dispositifs de rétention ;
- l'absence de procédures relatives aux opérations dont le dysfonctionnement pourrait avoir des conséquences dommageables pour l'environnement ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.5.3, 7.5.1 et 7.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-318-1 du 13 novembre 2008 susvisé ;

Considérant que ces constats sont de nature à rendre nécessaire la mise en œuvre des mesures d'urgence prévues à l'article L. 171-8, en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans la mesure où le maintien de produits stockés dans les cuves constitue un risque d'atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOLEVIAL de respecter les dispositions des articles 7.5.3, 7.5.1 et 7.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-318-1 du 13 novembre 2008 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société SOLEVIAL, dont le siège social est situé avenue des Gravasses 12200 Villefranche de Rouergue, et qui exploite une usine de fabrication d'aliments pour bétail sur la commune de Montbazens, est mise en demeure de respecter dans un délai d'un mois :

- les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-318-1 du 13 novembre 2008, en procédant à la remise en état des dispositifs de rétention associés aux cuves de matières premières liquides végétales. Cette remise en état sera validée par un test d'étanchéité ;
- les dispositions de l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-318-1 du 13 novembre 2008 en mettant en place des consignes précisant les vérifications périodiques à effectuer pour s'assurer de l'étanchéité des dispositifs de rétention ;
- les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-318-1 du 13 novembre 2008 en mettant en place des procédures encadrant les opérations dont le dysfonctionnement pourrait avoir des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement.

Article 2 : Mesures conservatoires d'urgence

Dans l'attente de la satisfaction des termes du présent arrêté préfectoral de mise en demeure, la société SOLEVIAL est tenue de mettre en œuvre les mesures conservatoires minimales listées au présent article :

L'exploitant condamne les vannes manuelles de vidange des cellules liquides et les sécurise ;

L'exploitant n'utilise pas la cuve contenant le liquide Protéilic ;

L'exploitant ne procède pas à de nouvelles livraisons d'huile végétale ;

L'exploitant stocke au maximum 15 tonnes de mélasse dans la cuve dédiée ;

L'exploitant dispose en permanence, à proximité immédiate des cuves de matières premières liquides :

- d'un moyen de pompage des substances susceptibles d'être déversées ;
- d'un volume de stockage suffisant pour recueillir des substances susceptibles d'être déversées, constitué par :
 - la rétention associée à la cuve de Proteilic rendue autonome de par la condamnation de la communication gravitaire avec la rétention des cuves de mélasse et d'huile végétale (13 m³) ;
 - une cuve mobile (28 m³).

Toute opération de dépotage ou d'empotage des cuves de mélasse ou d'huile végétale est réalisée sous la surveillance permanente d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant la connaissance des actions immédiates à mettre en œuvre en cas d'épandage accidentel.

L'exploitant procède à une vérification visuelle à fréquence horaire des cuves de mélasse et d'huile végétale et de leur dispositif de rétention. Le résultat de ces vérifications est porté dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Rapport d'accident

Sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident conforme aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Article 4 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui

pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société SOLEVIAL à Montbazens. Une copie sera adressée au maire de la commune de Montbazens.

Fait à Rodez, le

21 AVR. 2023

**pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,**


Isabelle Knowles